Originaires d'une dizaine de villages des "Terres neuves" - dans le département de Koumpentoum -, ces fillettes, qui sont toutes employées dans le seul quartier Camp Navétane de la ville, dorment par groupes d'environ 20 dans une chambre, à même le sol, a signalé samedi le secrétaire exécutif de l'ONG La Lumière, Ibrahima Sory Diallo.

La militante de la Scolarisation des jeunes filles (SCOFI) de Tambacounda, Aminata Sidibé Ndao, a réuni les fillettes chez elle, pour permettre au responsable régional d'Action éducative en milieu ouvert (AEMO), Baye Modou Diop, de venir constater leur présence. Ce dernier a, à son tour, interpellé le secrétaire exécutif de La Lumière, une ONG active dans le domaine social.

Le responsable de La Lumière a qualifié d'"inhumaines" les conditions dans lesquelles vivent ces fillettes qui déclarent travailler comme domestiques, pour payer elles-mêmes leurs fournitures scolaires. Les responsables alertés ont décidé de mener des actions communes, pour arrêter dès maintenant ce phénomène nouveau à Tambacounda.

"La première mesure à prendre, c'est aller voir les autorités [et] les acteurs pour organiser un retour en famille", a noté M. Diallo, qui voudrait que ce retour se fasse dans un premier temps, à travers une caravane de sensibilisation, qui partira de Tambacounda vers les "Terres neuves".

L'objectif, selon lui, sera de faire comprendre aux populations "le caractère répréhensible" de ce phénomène, qui "ne rime pas avec nos réalités".

Travailler comme domestique, à cet âge (sept à 12 ans), "ne cadre pas avec les conventions signées par l'Etat du Sénégal", a rappelé M. Diallo, annonçant que la Direction de la protection de l'enfant, l'Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'Organisation internationale des migrations (OIM), le Bureau international du travail et l'UNICEF sont informées de la situation.

"D'un commun accord, les décisions qui s'imposent seront définies et des mesures à court et moyen termes explorées, afin que des phénomènes pareils ne se reproduisent plus jamais dans la région" de Tambacounda, a-t-il poursuivi.

Le chef du service régional de l'AEMO, Baye Modou Diop a indiqué qu'il était "dans tous ses états" en apprenant le motif de la présence des fillettes à Tambacounda. "Ce qui est inquiétant dans cette affaire, c'est que ce sont [...] des élèves des classes élémentaires, pour la plupart", a-t-il constaté.

Les conventions internationales, notamment les dispositions 132 et 192 de la Convention de l'Organisation internationale du travail (OIT), "interdisent formellement l'emploi des enfants âgés de moins de 15 ans", a-t-il rappelé.

Venue se renseigner, la députée Awa Diagne, s'est dit "émue" par le sort des petites domestiques. "Je n'aimerais pas que des enfants soient dans ces conditions", a-t-elle dit.

"C'est une situation alarmante, à laquelle il faut trouver une solution très rapide, pareille à celle qu'on a trouvée [aux] inondations", a-t-elle ajouté, faisant allusion à la prompte réaction du gouvernement et des organisations professionnelles quand il s'agissait de venir en aide aux sinistrés.

"Voir des jeunes filles âgées de sept à 12 ans entassées dans une chambre et [se prendre] en charge elles-mêmes est inhumain", a-t-elle regretté, soutenant que ce phénomène nouveau ne doit pas prospérer.

"Je vais me battre en tant que mère de famille et en tant que députée pour trouver une solution à ce problème", a promis la parlementaire issue de l'Alliance pour la république (APR, pouvoir).

Source: allAfrica